



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 30/05/2021

Reçu en préfecture le 30/05/2021

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20210527-2021_19-DE

DÉLIBÉRATION

2021/19

CREATION D'UN EMPLOI DE COLLABORATEUR DE CABINET

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Jeudi 27 Mai 2021 à 9 heures 30, à la Maison du Parc de la Loisine à BEUVRY sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

- ♦ **Etaient présents** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER.
- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Patricia FONTAINE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.
- ♦ Etaient également excusé M. Thierry BRU, Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques de la Trésorerie de BRUAY-LA-BUISSIÈRE-HOUDAIN.

♦ ♦ ♦ ♦ ♦

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu l'article 110 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale qui dispose que : « L'autorité territoriale peut, pour former son cabinet, librement recruter un ou plusieurs collaborateurs [...] » ;

.../

/...

Vu le décret n° 87-1004 du 16 décembre 1987 relatif aux collaborateurs de cabinet des autorités territoriales et notamment son article 13 qui dispose que : « L'effectif maximum des collaborateurs du cabinet d'un Président d'établissement public administratif [...] est ainsi fixé : une personne pour un établissement public administratif employant moins de 200 agents ; [...] »

Monsieur le Président informe l'assemblée qu'il souhaite créer un emploi de collaborateur de cabinet. Celui-ci sera recruté *intuitu personae* et lui sera directement rattaché.

Le collaborateur de cabinet ne rend compte qu'au Président qui décide des conditions et des modalités d'exécution du service qu'il accomplit auprès de lui.

Celui-ci l'assistera dans sa double responsabilité politique et administrative.

Les fonctions de collaborateur de cabinet prennent fin au plus tard en même temps que le mandat de l'autorité territoriale.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- *DECIDE* de créer un emploi de collaborateur de cabinet ;
- *AUTORISE* l'inscription au budget des crédits nécessaires à son recrutement ;
- *PRECISE* que conformément à l'article 7 du décret n°87-1004 précité, le montant des crédits sera déterminé de façon à ce que :
 - son traitement indiciaire ne puisse en aucun cas être supérieur à 90% du traitement correspondant à l'indice terminal de l'emploi administratif fonctionnel de direction, le plus élevé de l'établissement, occupé par le fonctionnaire en activité
 - le montant de ses indemnités ne puisse en aucun cas être supérieur à 90% du montant maximum du régime indemnitaire institué par le Conseil d'Administration et servi au titulaire de l'emploi fonctionnel.

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 27 mai 2021

Le Président,

Joël DUQUENOY



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 30/05/2021

Reçu en préfecture le 30/05/2021

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20210527-2021_20-DE

DÉLIBÉRATION

2021/20

REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP)

INDEMNITE DE FONCTIONS, DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE)

COMPLEMENT INDEMNITAIRE ANNUEL (CIA)

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Jeudi 27 Mai 2021 à 9 heures 30, à la Maison du Parc de la Loisme à BEUVRY sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

- ♦ **Etaient présents** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER.
- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Patricia FONTAINE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.
- ♦ Etaient également excusé M. Thierry BRU, Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques de la Trésorerie de BRUAY-LA-BUISSIÈRE-HOUDAIN.

♦ ♦ ♦ ♦ ♦

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20 ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 88 ;

.../

/...

Envoyé en préfecture le 30/05/2021

Reçu en préfecture le 30/05/2021

Affiché le



ID : 062-286200027-20210527-2021-20-DE

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié, prévoyant les dispositions de la Fonction Publique d'Etat et les cadres d'emplois de la Fonction Publique Territoriale ;

Vu le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 modifié, listant les congés ouvrant droit au maintien des primes dans la Fonction Publique d'Etat ;

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 modifié, portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la Fonction Publique de l'Etat ;

Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation professionnelle des fonctionnaires territoriaux ;

Vu la circulaire NOR : RDFF1427139C du 05 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel ;

Vu l'arrêté du 20 mai 2014 modifié, pris pour l'application aux corps des **adjoints administratifs** relevant du Ministère de l'Intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

Vu l'arrêté du 19 mars 2015 modifié, pris pour l'application aux corps des **secrétaires administratifs** relevant du Ministère de l'Intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

Vu l'arrêté du 28 avril 2015 modifié, pris pour l'application aux corps des **adjoints techniques** relevant du Ministère de l'Intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

Vu l'arrêté du 3 juin 2015 modifié, pris pour l'application au corps des **attachés d'administration** relevant du Ministère de l'Intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

Vu l'arrêté du 29 juin 2015 modifié, pris pour l'application au corps des **administrateurs civils** des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 2016 modifié, pris pour l'application au corps des **adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage** relevant du Ministère de la Culture des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

Vu la circulaire du 3 avril 2017 relative à la mise en place du RIFSEEP dans la Fonction Publique Territoriale ;

Vu l'arrêté du 07 novembre 2017, pris pour l'application au corps des **contrôleurs des services techniques** du ministère de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

Vu l'arrêté du 26 décembre 2017, pris pour l'application au corps des **ingénieurs des services techniques** du ministère de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

Vu l'arrêté du 14 mai 2018 pris pour l'application aux corps des conservateurs généraux des bibliothèques, des conservateurs des bibliothèques, des bibliothécaires, des bibliothécaires assistants spécialisés et des magasiniers des bibliothèques (NB : Cadre d'emplois des conservateurs territoriaux de bibliothèques, **des attachés territoriaux de conservation du patrimoine**, des bibliothécaires territoriaux et des assistants de conservation du patrimoine ;

Vu l'arrêté du 13 juillet 2018 modifié, pris pour l'application au corps des **médecins inspecteurs de santé publique** relevant du ministère des affaires sociales des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

Vu la circulaire du Préfet du Pas-de-Calais en date du 21 novembre 2018 sur les avantages collectivement acquis ;

Vu l'arrêté du 14 février 2019 portant application au corps des **ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts** des dispositions du décret 2014- 513 du 20 mai 2014 ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2019 portant application au corps **des conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat** ainsi qu'à l'emploi d'inspecteur technique de l'action sociale des administrations de l'Etat des dispositions du décret 2014- 513 du 20 mai 2014 ;

.../

/...

Vu l’arrêté du 23 décembre 2019 pris pour l’application à certains corps **des assistants de service social des administrations de l’Etat** des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 ;

Vu la création d’un poste d’archiviste numérique et itinérant dans le cadre d’emplois des attachés territoriaux de conservation du patrimoine ;

Vu l’avis favorable du Comité Technique de service du Centre de Gestion en date du 20 mai 2021 ;

Considérant que le RIFSEEP est composé de deux parties :

- l’**Indemnité de Fonctions**, de **Sujétions** et d’**Expertise (IFSE)** qui vise à valoriser l’exercice des fonctions et constitue l’indemnité principale du régime indemnitaire. Cette indemnité repose, d’une part, sur une formalisation précise de critères professionnels et d’autre part, sur la prise en compte de l’expérience professionnelle. Cette indemnité est liée au poste de l’agent et à son expérience professionnelle.
- Chaque cadre d’emplois est réparti entre différents groupes de fonctions au vu des critères professionnels suivants :
 - Fonctions d’encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception,
 - Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l’exercice des fonctions,
 - Sujétions particulières ou degré d’exposition du poste au regard de son environnement professionnel.
- le **Complément Indemnitaire Annuel (CIA)** est une prime facultative intégrée au RIFSEEP qui permettra de reconnaître spécifiquement l’engagement professionnel et à la manière de servir des agents.

Considérant qu’il convient de prendre en compte, pour l’application du RIFSEEP, des précisions apportées par le Préfet du Pas-de-Calais sur les avantages collectivement acquis ;

Monsieur le Président invite le Conseil d’Administration, pour **l’Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d’Expertise (IFSE)**, à :

- ✕ *METTRE EN PLACE* selon les modalités ci-après et dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d’Etat l’IFSE aux :
 - agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel
 - agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel

Les agents contractuels de droit privé sont exclus du dispositif.

- ✕ *PRECISER* que la détermination des groupes de fonctions et des montants maxima se fera comme suit :

Chaque part de l’IFSE correspond à un montant maximum fixé dans la limite des plafonds déterminés ci-après et applicables aux fonctionnaires de l’Etat.

Chaque cadre d’emplois repris ci-après est réparti en groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants :

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d’emploi des administrateurs territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	DGS > 10 ans d’ancienneté	49. 980,00€
Groupe 2	DGS < 10 ans d’ancienneté	46. 920,00€
Groupe 3	DGA	42. 330,00€

/...

Envoyé en préfecture le 30/05/2021

Reçu en préfecture le 30/05/2021

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20210527-2021_20-DE

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des Ingénieurs en chef territoriaux		
Groupes de fonctions	Emplois	Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupe 1	DGS > 20 ans d'ancienneté	57.120,00€
Groupe 2	DGS avec ancienneté comprise entre 10 ans et 19 ans	49 980,00€
Groupe 3	DGS < 10 ans d'ancienneté	46.920,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux		
Groupes de fonctions	Emplois	Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupe 1	Responsable de service	36.210,00€
Groupe 2	Ingénieur coordinateur	32 130,00€
Groupe 3	Chargé de mission, autre...	25 500,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des Techniciens territoriaux		
Groupes de fonctions	Emplois	Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupe 1	Responsable de service	17.480,00€
Groupe 2	technicien coordinateur	16.015,00€
Groupe 3	Chargé de mission, autre...	14.650,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des médecins territoriaux		
Groupes de fonctions	Emplois	Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupe 1	Médecin de prévention coordinateur	43 180,00€
Groupe 2	Médecin de prévention	38 250,00€
Groupe 3	Médecin collaborateur	29 495,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des Psychologues territoriaux		
Groupes de fonctions	Emplois	Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupe 1	Psychologue coordinateur	25.500€
Groupe 2	Psychologue	20.400€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des infirmiers territoriaux en soins généraux		
Groupes de fonctions	Emplois	Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupe 1	Infirmier de prévention coordinateur	19.480,00€
Groupe 2	Infirmier de prévention	15.300,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des attachés territoriaux		
Groupes de fonctions	Emplois	Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupe 1	DGA	36 210,00€
Groupe 2	DRH	32 130,00€
Groupe 3	Responsable de service	25 500,00€
Groupe 4	Juriste, gestionnaire assurances statutaires, autres...	20 400,00€

/...

/...

Envoyé en préfecture le 30/05/2021

Reçu en préfecture le 30/05/2021

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20210527-2021_20-DE

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des rédacteurs territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	Responsable de service	17 480,00€
Groupe 2	Responsable d'arrondissements, responsable de filières, responsable des instances paritaires, responsable de la paie	16 015,00€
Groupe 3	Chargé de communication, autres...	14 650,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des adjoints administratifs territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	Responsable de service, Responsable d'arrondissements	11 340,00€
Groupe 2	Gestionnaire carrières, gestionnaire concours, gestionnaire retraites, gestionnaire Bourse de l'emploi, secrétaire du Comité Médical, secrétaire de la Commission de Réforme, secrétaire de direction, autres...	10 800,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des agents de maîtrise territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	Responsable de service	11 340,00€
Groupe 2	Agent polyvalent, agent d'entretien, reprographe, factotum, autres...	10 800,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	Responsable de service	11 340,00€
Groupe 2	Agent polyvalent, agent d'entretien, reprographe, factotum, autres...	10 800,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des Attachés de conservation du patrimoine		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	Responsable de service	29.750 €
Groupe 2	Archiviste numérique et itinérant	27.200 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des adjoints du patrimoine territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	Responsable de service	11 340,00€
Groupe 2	Gestionnaire archives	10 800,00€

.../

- ✖ *PRECISER* que le réexamen du montant de l'IFSE se fera selon les modalités suivantes :

Le montant annuel attribué à l'agent pourra faire l'objet d'un réexamen :

1. en cas de changement de fonctions
2. au moins tous les quatre ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent (approfondissement de sa connaissance de l'environnement de travail et des procédures, l'amélioration des savoirs techniques et de leur utilisation, ...)
3. en cas de changement de grade à la suite d'une promotion

- ✖ *PRECISER* que les modalités de maintien ou de suppression de l'IFSE seront les suivantes :

En cas de congé de maladie ordinaire, un abattement de 1/30^{ème} du régime indemnitaire par journée d'absence sera effectué.

Conformément à la circulaire du Préfet du Pas-de-Calais, en date du 21 novembre 2018, sur les avantages collectivement acquis, la prime annuelle d'un montant de 1 080,00€ (pour un agent à temps plein) versée en deux fois (2/3 en juin et 1/3 en novembre) ne peut être maintenue qu'en incluant son montant dans la part d'IFSE du RIFSEEP. La prime annuelle ne subissait aucun dégrèvement. Une prime « plancher » de 90€ par mois sera désormais garantie aux agents.

Afin de garantir une égalité entre les fonctionnaires et les contractuels, notamment en raison de la différence de charges prélevées, les agents contractuels percevaient une prime annuelle d'un montant de 1150,00 € brut (pour un agent à temps plein). La prime « plancher » désormais garantie aux agents contractuels sera donc de 95,83 € brut par mois.

Pendant les congés annuels, les congés pour maternité, les congés pour paternité, les congés d'accueil de l'enfant pour adoption ou en cas d'hospitalisation de l'agent ; cette indemnité sera maintenue intégralement.

En cas de congé de longue maladie, longue durée ou grave maladie, le versement de l'IFSE est suspendu.

- ✖ *AUTORISER* la périodicité du versement de l'IFSE comme suit :

Elle sera versée mensuellement.

Le montant est proratisé en fonction du temps de travail.

- ✖ *PRECISER* que les montants maxima évolueront selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.
- ✖ *PRECISER* que les dispositions relatives à la mise en œuvre de l'IFSE prendront effet au 1^{er} juin 2021.
- ✖ *PRECISER* que l'attribution de l'IFSE fera l'objet d'arrêtés individuels.
- ✖ *PRECISER* que l'IFSE est exclusif, par principe, de tout autre régime indemnitaire de même nature, mais est en revanche cumulable avec :
 - L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple : frais de déplacement),
 - Les dispositifs d'intéressement collectif,
 - Les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat (exemples : indemnité compensatrice, indemnité différentielle, GIPA, ...),
 - Les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, ...),
 - La prime de responsabilité versée au DGS
- ✖ *PRECISER* que les crédits seront prévus et inscrits au budget, chapitre 012.

/...

Monsieur le Président invite le Conseil d'Administration, pour **le Complément Indemnitaire Annuel (CIA)**, à :

- ✕ *METTRE EN PLACE* selon les modalités ci-après et dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat le **Complément Indemnitaire Annuel (CIA)** aux :
 - agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel
 - agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel

Les agents contractuels de droit privé sont exclus du dispositif.

- ✕ *PRECISER* que la détermination des groupes de fonctions et des montants maxima se fera comme suit :

Chaque part du CIA correspond à un montant maximum fixé dans la limite des plafonds déterminés ci-après et applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Chaque cadre d'emplois repris ci-après est réparti en groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants :

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des administrateurs territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	DGS > 10 ans d'ancienneté	8 820,00€
Groupe 2	DGS < 10 ans d'ancienneté	8 280,00€
Groupe 3	DGA	7 470,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des ingénieurs en chef territoriaux		Montants annuels maxima
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	DGS > 20 ans d'ancienneté	10.080,00€
Groupe 2	DGS avec ancienneté comprise entre 10 et 19 ans	8 820,00€
Groupe 3	DGS < 10 ans d'ancienneté	8 280,00€
Groupe 4	DGA	7 470,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	Responsable de service	6.390,00€
Groupe 2	Ingénieur coordinateur	5.670,00€
Groupe 3	Chargé de mission, autre...	4.500,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des Techniciens territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	Responsable de service	2.380,00€
Groupe 2	Ingénieur coordinateur	2.185,00€
Groupe 3	Chargé de mission, autre...	1.995,00€

.../

/...

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des médecins territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	Médecin de prévention coordinateur	7 620,00€
Groupe 2	Médecin de prévention	6 750,00€
Groupe 3	Médecin collaborateur	5 205,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des Psychologues territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	Psychologue coordinateur	4.500€
Groupe 2	Psychologue	3.600€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des infirmiers territoriaux en soins généraux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	Infirmier de prévention coordinateur	3.440,00€
Groupe 2	Infirmier de prévention	2.700,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des attachés territoriaux		Montants annuels maxima
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	DGA	6 390,00€
Groupe 2	DRH	5 670,00€
Groupe 3	Responsable de service	4 500,00€
Groupe 4	Juriste, chargé de mission, autres...	3 600,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des rédacteurs territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	Responsable de service	2 380,00€
Groupe 2	Responsable d'arrondissements, responsable de filières, responsable des instances paritaires, responsable de la paie	2 185,00€
Groupe 3	Chargé de communication, autres...	1 995,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des adjoints administratifs territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	Responsable de service, Responsable d'arrondissements	1 260,00€
Groupe 2	Gestionnaire carrières, gestionnaire concours, gestionnaire retraites, gestionnaire Bourse de l'emploi, secrétaire du Comité Médical, secrétaire de la Commission de Réforme, secrétaire de direction, autres...	1 200,00€

.../

/...

Envoyé en préfecture le 30/05/2021

Reçu en préfecture le 30/05/2021

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20210527-2021_20-DE

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des agents de maîtrise territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	Responsable de service	1 260,00€
Groupe 2	Agent polyvalent, agent d'entretien, reprographe, factotum, autres...	1 200,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	Responsable de service	1 260,00€
Groupe 2	Agent polyvalent, agent d'entretien, reprographe, factotum, autres...	1 200,00€

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des Attachés de conservation du patrimoine		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	Responsable de service	5.250 €
Groupe 2	Archiviste numérique et itinérant	4.800 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi et par grade pour le cadre d'emploi des adjoints du patrimoine territoriaux		Montant annuel maxima pour un agent non logé
Groupes de fonctions	Emplois	
Groupe 1	Responsable de service	1 260,00€
Groupe 2	Gestionnaire des archives	1 200,00€

- ✕ *PRECISER* que les modalités de maintien ou de suppression du CIA seront les suivants :

Le CIA suit le sort du traitement en cas de congés de maladie ordinaire, congés annuels, congés pour accident de service, congé pour maternité ou pour adoption, congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

En cas de congé de longue maladie, de longue durée ou de grave maladie, le versement du CIA est suspendu.

- ✕ *AUTORISER* la périodicité du versement du CIA comme suit :

Le **Complément Indemnitaire Annuel (CIA)** fera l'objet d'un versement en deux fois.

Le CIA ne sera pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

Le montant sera proratisé en fonction du temps de travail.

- ✕ *PRECISER* que les montants maxima évolueront selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.
- ✕ *PRECISER* que les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1^{er} juin 2021.
- ✕ *PRECISER* que l'attribution du CIA fera l'objet d'arrêtés individuels.
- ✕ *PRECISER* que le CIA est exclusif, par principe, de tout autre régime indemnitaire de même nature.
- ✕ *PRECISER* que les crédits seront prévus et inscrits au budget, chapitre 012.

.../

/...

Le Conseil d'Administration,
Après avoir entendu l'exposé de son Président,
A l'unanimité des membres présents,

- ✕ *DECIDE* d'instituer l'**I**ndemnité de **F**onctions, de **S**ujétions et d'**E**xpertise (**IFSE**) et le **C**omplément **I**ndemnitaire **A**nnuel (**CIA**) selon les modalités présentées ci-avant.

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIERE, le 27 mai 2021

Le Président,

Joël DUQUENOY



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 30/05/2021

Reçu en préfecture le 30/05/2021

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20210527-2021_21-DE

DÉLIBÉRATION

2021/21

MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Jeudi 27 Mai 2021 à 9 heures 30, à la Maison du Parc de la Loisine à BEUVRY sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

- ♦ **Etaient présents** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER.
- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Patricia FONTAINE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.
- ♦ Etaient également excusé M. Thierry BRU, Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques de la Trésorerie de BRUAY-LA-BUISSIÈRE-HOUDAIN.



Le Président rappelle à l'assemblée que conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil d'Administration de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre les avancements de grade.

.../

/...

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 34 ;

Vu le décret n° 87-1099 du 30 novembre 1987 modifié avec effet au 1^{er} janvier 1988 portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux ;

Vu le décret n°87-1101 du 30 décembre 1987 modifié portant dispositions statutaires particulières à certains emplois administratifs de direction des collectivités territoriales et des établissements publics locaux assimilés ;

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié, pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale ;

Vu le décret n° 91-843 du 02 septembre 1991 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux de conservation du patrimoine ;

Vu le décret n° 2006-1690 du 22 décembre 2006 modifié avec effet au 1^{er} janvier 2007 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux ;

Vu le décret 2019-1414 du 19 décembre 2019 modifié relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir des emplois permanents de la fonction publique territoriale ouverts aux agents contractuels ;

Vu le précédent tableau des emplois modifié et adopté par l'organe délibérant en date du 11 février 2021 ;

Vu la délibération n°2021/19 en date du 27 mai 2021 portant création d'un emploi de collaborateur de cabinet ;

Vu la délibération n° 2021/20 en date du 27 mai 2021 portant institution du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) ;

Considérant les demandes des collectivités et établissements affiliés, l'évolution de nos missions en matière de médecine préventive et de e-administration et le bon fonctionnement des services ;

Considérant la nécessité de créer certains emplois, pour tenir compte de l'évolution des postes de travail, des missions assurées, des nécessités de service et des avancements de grade :

Le Président propose à l'assemblée :

➤ La création des emplois permanents, à temps complet, suivants :

- Un poste **d'attaché hors classe**, au sein du Pôle Ressources, **au cadre d'emplois des attachés territoriaux**, pour la prise en compte d'un avancement de grade ;
- Un poste **d'archiviste numérique et itinérant** au sein du service Usages Numériques et Informatiques, de catégorie A, ouvert aux cadres d'emploi des attachés territoriaux de conservation du patrimoine ;

Le Président précise que si aucun fonctionnaire remplissant les conditions ne postule, un contractuel pourra être recruté dans les conditions fixées à l'article 3-3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984. Il devra justifier d'une formation de niveau bac +5 et d'une expérience professionnelle en archivage du patrimoine d'une collectivité territoriale et de certains établissements publics. Les contrats relevant des articles 3-3 sont d'une durée maximale de 3 ans, renouvelable dans la limite totale de 6 ans. Au-delà, si ces contrats sont reconduits, ils ne peuvent l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

.../

/...

Le traitement sera calculé par référence à la grille indiciaire du cadre d'emplois des attachés territoriaux de conservation du patrimoine, l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement ainsi que les primes et indemnités instituées par l'assemblée délibérante.

- Un poste **d'agent du service de remplacement au cadre d'emplois des adjoints administratifs**, pour la prise en compte d'un avancement au grade d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe ;
- Un poste **d'agent de gestion administrative** au sein du service carrières **au cadre d'emplois des adjoints administratifs** pour la prise en compte d'un avancement au grade d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe ;
- Un poste **de secrétaire administrative au Comité Médical au cadre d'emplois des adjoints administratifs** pour la prise en compte d'un avancement au grade d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe ;

Le tableau des emplois permanents est ainsi modifié, comme suit :

Filière Administrative

Cadre d'emplois des attachés territoriaux

Grade : Attaché hors classe, à temps complet
ancien effectif : 0 – nouvel effectif : 1

Cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux

Grade : adjoint administratif principal de 1^{ère} classe, à temps complet
ancien effectif : 16 – nouvel effectif : 18

Grade : adjoint administratif principal de 2^{ème} classe, à temps complet
ancien effectif : 15 – nouvel effectif : 16

Filière Culturelle

Cadre d'emploi des attachés territoriaux de conservation du patrimoine

Grade : attaché de conservation du patrimoine
ancien effectif : 0 – nouvel effectif : 1

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,


- ♦ *ADOpte* la modification du tableau des effectifs reprenant l'ensemble des emplois créés, qui prendra effet à compter du 28 mai 2021 ;
- ♦ *PRÉCISE* qu'un tableau des emplois reprenant l'ensemble des postes et des emplois permanents et non permanents, est annexé au présent document ;
- ♦ *PRÉCISE* que les crédits correspondants seront inscrits au budget, chapitre 012.

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 27 mai 2021

Le Président,

Joël DUQUENOY

TABLEAU DES EFFECTIFS AU 27 MAI 2021

Groupe hiérarchique		EFFECTIFS BUDGÉTAIRES	EFFECTIFS POURVUS	Agents en CDD de droit public	Agents stagiaires	Agents du service de remplacement	Fonctionnaires détachés sur emploi fonctionnel	Fonctionnaires détachés sur emploi de cabinet	Fonctionnaires en détachement de la Fonction Publique d'Etat	Fonctionnaires en congé parental	Fonctionnaires détachés	Fonctionnaires Momentanément Privés d'Emploi (FMPE)	Fonctionnaires en décharge d'activité syndicale	Fonctionnaires en CLM et CLD	Fonctionnaires en attente d'expertise pour passage en Comité Médical	Fonctionnaires en arrêt pour accident de service	Fonctionnaires en congé pour maladie professionnelle	Fonctionnaires en disponibilité d'office	pour raisons de santé
EMPLOIS PERMANENTS																			
EMPLOIS DE COLLABORATEURS DE CABINET																			
	Collaborateur de cabinet	1	0																
EMPLOIS FONCTIONNELS																			
6	Directeur Général des Services (80 000 à 150 000 habitants)	1	1																
	Directeur Général Adjoint (40 000 à 150 000 habitants)	3	3																
FILIÈRE ADMINISTRATIVE																			
	Administrateur général	1	0																
	Directeur	1	0																
	Attaché hors classe	1	0																
5	Attaché principal	3	1																
	Attaché	6	5																
4	Rédacteur principal de 1ère classe	11	11										1						
	Rédacteur principal de 2ème classe	3	3																
3	Rédacteur	3	2																
	Rédacteur à temps non complet (20H)	1	1																
2	Adjoint administratif principal de 1ère classe	18	16			3											1		
	Adjoint administratif principal de 2ème classe	16	12			3								2					
1	Adjoint administratif	17	16	2	1									1					
	Adjoint administratif à temps non complet (30H)	1	1																
FILIÈRE TECHNIQUE																			
5	Ingénieur principal	1	1																
	Ingénieur	2	2	2															
4	Technicien principal de 1ère classe	1	1																
	Technicien principal de 2ème classe	2	2																
3	Technicien	1	0																
	Agent de maîtrise principal	3	3																
2	Agent de maîtrise	1	1																
	Agent de maîtrise à temps non complet (28h)	1	1																
	Adjoint technique principal de 2ème classe	1	1																
1	Adjoint technique	3	3	0	1												1		
	Adjoint technique à temps non complet (25H)	1	1																
	Adjoint technique à temps non complet (20H)	2	2																
FILIÈRE CULTURELLE																			
	Attaché de conservation du patrimoine	1	0																
5/3	Assistant d'enseignement artistique de 1ère classe	2	2									2							
	Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe	1	1																
FILIÈRE ANIMATION																			
1	Adjoint d'animation	1	1									1							
FILIÈRE MÉDICO-SOCIALE																			
6	Médecin hors classe	6	4	4							1								
	Psychologue de classe normale	1	1																
	Infirmier en soins généraux hors classe	1	1																
5	Infirmier en soins généraux de classe normale	4	3	2															
SOUS-TOTAL		123	103	10	2	6	0	0	0	0	1	3	1	3	0	2	0	0	0
EMPLOIS NON PERMANENTS																			
FILIÈRE TECHNIQUE																			
	Agent de maîtrise	5	0																
1	Adjoint technique	5	0	0															
1	Adjoint technique à temps non complet (20h)	3	0																
FILIÈRE ADMINISTRATIVE																			
	Attaché	3	0																
	Rédacteur	5	0																
	Adjoint administratif	40	10	10															
SOUS-TOTAL		61	10	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL		184	113	20	2	6	0	0	0	0	1	3	1	3	0	2	0	0	0
												10							

113 - 10 = 103 agents en activité



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 30/05/2021

Reçu en préfecture le 30/05/2021

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20210527-2021_22-DE

DÉLIBÉRATION

2021/22

REMBOURSEMENT DES FRAIS ENGAGÉS DANS LE CADRE DE LA PROTECTION FONCTIONNELLE **DE MONSIEUR SERGE JANQUIN**

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Jeudi 27 Mai 2021 à 9 heures 30, à la Maison du Parc de la Loïse à BEUVRY sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

- ♦ **Etaient présents** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER.
- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Patricia FONTAINE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.
- ♦ Etaient également excusé M. Thierry BRU, Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques de la Trésorerie de BRUAY-LA-BUISSIÈRE-HOUDAIN.

♦ ♦ ♦ ♦ ♦

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L 2123-34 ;

Vu le décret n° 85-643 du 26 juin 1985 modifié, relatif aux Centres de Gestion institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

.../

/...

Vu le décret n° 2020-1246 du 7 novembre 2012 modifié, relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu l'arrêté du 31 janvier 2018 modifié, fixant la liste des pièces justificatives des dépenses des organismes soumis au titre III du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu la délibération n° 2018/64 en date du 23 novembre 2018 accordant la protection fonctionnelle à Monsieur Serge JANQUIN suite à la plainte déposée par Monsieur SADLEJ ;

Vu la note d'honoraires en date du 1^{er} mars 2021 d'un montant de 1 925 € HT, soit 2 323 € TTC adressée à Monsieur Serge JANQUIN par son avocat dans le cadre de l'affaire pour laquelle il bénéficie de la protection fonctionnelle ;

Vu la facture acquittée le 19 avril 2021 par Monsieur Serge JANQUIN d'un montant de 1 925 € HT, soit 2 323 € TTC, auprès de son avocat ;

Monsieur le Président rappelle que le Conseil d'Administration du Centre de Gestion a accordé la protection fonctionnelle à Monsieur Serge JANQUIN contre la poursuite dont il est victime.

Il précise que le comptable public considère que les factures qui peuvent être prises en charge dans le cadre de cette délibération sont uniquement celles qui sont directement adressées à notre établissement, et non celles qui sont payées par Monsieur Serge JANQUIN.

Il indique que, malgré un courrier adressé à son encontre, l'avocat de Monsieur Serge JANQUIN a refusé d'adresser la facture au nom de notre établissement, ce qui justifie que le comptable public sollicite une nouvelle délibération comme pièce justificative à ce remboursement.

Il précise que, en ajoutant le montant de cette facture, Monsieur Serge JANQUIN n'a pas dépassé le plafond accordé dans le cadre de la délibération adoptée en 2018.

Il expose également que, afin d'éviter de procéder continuellement à la prise de délibérations pour effectuer le remboursement des factures acquittées par Monsieur Serge JANQUIN, il serait préférable de prévoir le remboursement des factures acquittées par Monsieur Serge JANQUIN dans la limite du plafond de la protection fonctionnelle octroyée.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- *DECIDE* d'autoriser le remboursement à Monsieur Serge JANQUIN de la facture d'un montant de 1 925 € HT, soit 2 323 € TTC acquittée dans le cadre de procédure pénale pour laquelle il bénéficie de la protection fonctionnelle ;
- *DECIDE* que l'ensemble des factures directement acquittées par Monsieur Serge JANQUIN auprès de son avocat dans le cadre de la procédure pénale pour laquelle il bénéficie de la protection fonctionnelle feront l'objet d'un remboursement, sous réserve que Monsieur Serge JANQUIN communique les justificatifs nécessaires (convention conclue avec l'avocat, la note d'honoraires et le justificatif de l'acquittement de la facture) ;
- *PRECISE* que le remboursement par le Centre de Gestion des factures acquittées par Monsieur Serge JANQUIN s'effectuera dans la limite du plafond prévue au sein de la délibération n° 2018/64 en date du 23 novembre 2018, à savoir 15 000 € HT, soit 18 000 € TTC ;
- *RAPPELLE* que Monsieur Serge JANQUIN devra informer le Conseil d'administration des évolutions de l'action pénale et d'un éventuel jugement dont il ferait l'objet.

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 27 mai 2021

Le Président,

Joël DUQUENOY



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 30/05/2021

Reçu en préfecture le 30/05/2021

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20210527-2021_23-DE

DÉLIBÉRATION

2021/23

INDEMNITES HORAIRES POUR TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES ET INDEMNITES POUR HEURES COMPLEMENTAIRES (IHTS)

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Jeudi 27 Mai 2021 à 9 heures 30, à la Maison du Parc de la Loïsne à BEUVRY sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

- ♦ **Etaient présents** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER.
- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Patricia FONTAINE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.
- ♦ Etaient également excusé M. Thierry BRU, Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques de la Trésorerie de BRUAY-LA-BUISSIÈRE-HOUDAIN.



Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

Vu le décret n° 82-624 du 20 juillet 1982 modifié fixant les modalités d'application pour les fonctionnaires de l'ordonnance n° 82-296 du 31 mars 1982 relative à l'exercice des fonctions à temps partiel ;

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents non titulaires de la Fonction Publique Territoriale ;

Vu le décret n°91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet ;

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour application du 1^{er} alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 précitée ;

Vu le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 modifié relatif aux IHTS ;

Vu le décret n° 2004-777 du 29 juillet 2004 modifié relatif à la mise en œuvre du temps partiel dans la Fonction Publique Territoriale ;

Vu le décret n° 2020-592 du 15 mai 2020 modifié relatif aux modalités de calcul et à la majoration de la rémunération des heures complémentaires des agents de la Fonction Publique Territoriale nommés dans des emplois permanents à temps non complet ;

Vu l'avis du comité technique en date du 20 mai 2021 ;

Monsieur le Président rappelle à l'assemblée que le bon fonctionnement des services peut nécessiter la réalisation d'heures supplémentaires.

Les IHTS peuvent être versées aux fonctionnaires de catégorie B et de catégorie C, dont les missions impliquent la réalisation effective d'heures supplémentaires, ainsi qu'à des agents contractuels de même niveau et exerçant des fonctions de même nature, sauf si le contrat de ces derniers prévoit un régime d'indemnisation similaire.

L'octroi d'IHTS est subordonné à la réalisation effective d'heures supplémentaires. Sont considérées comme heures supplémentaires les heures effectuées à la demande du responsable de service au-delà des bornes horaires définies par le cycle de travail.

Le versement des IHTS est subordonné à la mise en place de moyens de contrôle automatisé des heures supplémentaires. Un décompte déclaratif contrôlable est néanmoins suffisant pour les agents exerçant leur activité hors de leurs locaux de rattachement, ainsi que pour les sites sur lesquels l'effectif des agents susceptibles de bénéficier d'IHTS est inférieur à 10.

Les agents qui exercent leurs fonctions à temps partiel peuvent bénéficier du versement d'IHTS. Leur taux sera calculé selon des modalités spécifiques.

Les agents qui occupent un emploi à temps non complet peuvent être amenés à effectuer des heures au-delà de la durée de travail fixée pour leur emploi. Ces heures sont considérées comme des heures complémentaires dès lors qu'elles ne les conduit pas à dépasser la durée légale de travail hebdomadaire (35 heures).

Elles sont rémunérées au taux normal, sauf si l'organe délibérant décide de majorer leur indemnisation dans les conditions définies à l'article 5 du décret n° 2020-592 du 15 mai 2020.

Dès lors que la réalisation d'heures au-delà de la durée afférant à leur emploi les conduit à dépasser la durée légale du travail (35 heures), les heures supplémentaires peuvent être indemnisées par des IHTS.

La compensation des heures supplémentaires doit préférentiellement être réalisée sous la forme d'un repos compensateur ; à défaut, elle donne lieu à indemnisation.

Une même heure supplémentaire ne peut donner lieu à la fois à un repos compensateur et une indemnisation.

Le temps de récupération accordé à un agent est égal à la durée des travaux supplémentaires effectués. Une majoration de nuit, dimanche ou jours fériés peut être envisagée dans les mêmes proportions que celles fixées pour la rémunération, c'est-à-dire une majoration de 100% pour le travail de nuit et des 2/3 pour le travail du dimanche et des jours fériés.

Monsieur le Président précise qu'il appartient à l'organe délibérant de fixer, dans les limites prévues par les textes susmentionnés, la nature, les conditions d'attribution et le taux moyen des indemnités applicables au personnel de l'établissement ; la liste des emplois ouvrant droit aux IHTS ainsi que les conditions d'une éventuelle majoration du temps de récupération.

Le Conseil d'Administration,
Après avoir entendu l'exposé de son Président,
A l'unanimité des membres présents,

Article 1 : *ADOpte* le régime des Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires (IHTS) pour les fonctionnaires territoriaux titulaires ou stagiaires employés à temps complet, temps non complet et temps partiel, appartenant aux catégories C ou B ainsi qu'aux agents contractuels à temps complet, temps non complet et temps partiel, de même niveau.

En raison des missions exercées et dans la limite des textes applicables, les emplois concernés par la présente délibération sont :

Cadre d'emploi	Grade	Cat.	Fonction ou Service	Missions donnant lieu à des heures supplémentaires
FILIERE ADMINISTRATIVE				
Rédacteur	Rédacteur principal 1 ^{ère} classe Rédacteur principal 2 ^{ème} classe Rédacteur	B	Responsable de secteur	Gestion de la carrière Organisation des élections professionnelles
			Responsable de service Adjoint au responsable de service	Préparation et organisation des concours et examens
			Gestionnaire dépenses et recettes Agent de gestion comptable	Préparation budgétaire Gestion des opérations comptables - Paie
			Responsable du service communication Chargé de communication	Organisation et gestion des actions de communication
			Adjointe de gestion RH Assistante de gestion RH	Gestion et suivi des missions RH Responsable documentation
			Agent en charge de la gestion du service archives et numérisation	Gestion et suivi des actions relatives à l'archivage et au classement
Adjoint Administratif	Adjoint Administratif principal 1 ^{ère} classe Adjoint Administratif Principal 2 ^{ème} classe Adjoint Administratif	C	Gestionnaire des assurances statutaires	Gestion du contrat groupe d'assurances statutaires et de la PSC
			Gestionnaire dépenses et recettes Agent de gestion comptable	Gestion des opérations comptables - Paie
			Adjoint au responsable de service Agent de gestion administrative Gestionnaire d'arrondissement	Gestion de la carrière Organisation des élections professionnelles

Adjoint Administratif	Adjoint Administratif principal 1 ^{ère} classe Adjoint Administratif Principal 2 ^{ème} classe Adjoint Administratif	C	Agent du service de remplacement	Affiché le Remplacement en collectivité – Service itinérant Secrétaires de mairie Agents contractuels en mission de remplacement
			Agent de gestion administrative	Préparation et organisation des concours et examens
			Secrétaire administrative au Comité Médical / Commission de Réforme	Secrétariat administratif du Comité Médical et de la Commission de Réforme
			Agent de gestion administrative	Gestion et suivi des missions ressources humaines
FILIERE TECHNIQUE				
Technicien	Technicien principal 1 ^{ère} classe Technicien principal 2 ^{ème} classe Technicien	B	Responsable du service informatique et réseaux	Organisation et gestion du service
			Responsable des services techniques	Organisation et gestion du service – Suivi des travaux
			Préventeur	Organisation et suivi des actions de prévention
			Responsable du service reprographie	Organisation et gestion du service
Agent de maîtrise	Agent de maîtrise principal	C	Préventeur	Organisation et suivi des actions de prévention
	Agent de maîtrise principal Agent de maîtrise	C	Agent d’entretien des locaux	Entretien dans circonstances exceptionnelles Flotte automobile
			Agent en charge de la maintenance et interventions informatiques Assistance	Entretien, réparation, intervention sur le réseau et les postes informatiques
		C	Agent polyvalent des services techniques	Entretien des équipements et du site Flotte automobile
			Service reprographie	Participation aux phases d’envoi et de reprographie de documents pour les besoins des services
	Adjoint technique	Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe Adjoint technique	C	Webmaster
Agent polyvalent des services techniques				Entretien des équipements et du site
Agent en charge de la maintenance et interventions informatiques Assistance				Entretien, réparation, intervention sur le réseau et les postes informatiques
Agent d’entretien des locaux				Entretien dans circonstances exceptionnelles

FILIERE CULTURELLE				
Adjoint du patrimoine	Adjoint du patrimoine principal 1 ^{ère} classe	C	Agent de gestion des archives	Classement et préparation des archives
	Adjoint du patrimoine principal 2 ^{ème} classe			
	Adjoint du patrimoine			

Ainsi que les participations exceptionnelles des agents de l'établissement, sur demande expresse du Président, à tout évènement ou manifestation concourant au bon fonctionnement des missions du Centre de Gestion (concours ou examens, élections professionnelles...).

Article 2 : *APPROUVE* le versement des IHTS dans la limite de 25 heures supplémentaires par agent au cours d'un même mois. Les heures de dimanches, de jours fériés ou de nuits sont prises en compte pour l'appréciation de ce plafond.

Le nombre d'heures supplémentaires réalisées par chaque agent à temps partiel ne pourra excéder un nombre égal au produit de la quotité de travail à temps partiel par 25 heures. (Exemple pour un agent à 80 % : 25 h x 80 % = 20 h maximum).

Dans des circonstances exceptionnelles et pour une durée limitée, les agents peuvent réaliser des heures supplémentaires au-delà du contingent mensuel sur décision motivée de l'autorité territoriale avec information immédiate des représentants du personnel au Comité Technique.

Article 3 : *PRECISE* que pour les agents à temps complet la rémunération horaire des heures supplémentaires est calculée sur la base d'un taux horaire prenant pour la base le montant du traitement brut annuel de l'agent et de l'indemnité de résidence divisée par 1820. Ce taux horaire est ensuite majoré de 125% pour les quatorze premières heures puis de 127 % pour les heures suivantes.

En outre, l'heure supplémentaire est majorée de 100 % lorsqu'elle est effectuée de nuit (de 22 heures à 7 heures) et des 2/3 lorsqu'elle est accomplie un dimanche ou un jour férié (articles 7 et 8 du décret n° 2002- 60 précité).

Les agents qui bénéficient d'un temps partiel sur autorisation ou de droit peuvent percevoir des IHTS. Le montant de l'heure supplémentaire applicable à ces agents est déterminé en divisant par 1820 la somme du montant annuel du traitement brut et de l'indemnité de résidence d'un agent au même indice exerçant à temps plein. Le contingent mensuel de ces heures supplémentaires ne peut excéder un pourcentage du contingent mensuel prévu à l'article 6 du décret du 14 janvier 2002 précité (25 heures) égal à la quotité de travail effectuée par l'agent (article 7 du décret n°2004 - 777 du 29 juillet 2004 et article 3 alinéas 2 et 3 du décret n°82 -624 du 20 juillet 1982).

Un agent à temps non complet appartenant à un grade éligible aux IHTS et ne dépassant pas un temps complet (35 heures) amené à effectuer des heures au-delà de son temps de travail, est rémunéré en divisant par 1 820 la somme du montant annuel du traitement brut et, le cas échéant, de l'indemnité de résidence d'un agent au même indice exerçant à temps complet. Au-delà le montant est calculé selon les modalités d'un agent à temps complet et conformément au décret n°2002-60 précité.

Article 4 : *DECIDE* que le paiement des IHTS interviendra après déclaration par l'autorité territoriale selon une périodicité mensuelle.

Les agents solliciteront l'indemnisation des heures supplémentaires à partir du logiciel de gestion des présences INCOVAR. Les demandes seront validées par le responsable hiérarchique direct et une copie de l'écran de validation sera jointe au certificat administratif visé par le Président, les DGA et le DGS.

Article 5 : *PRECISE* que les IHTS sont cumulables avec le Régime des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP), la concession de logement pour nécessité absolue de service, la convention d'occupation précaire avec astreinte et les Indemnités Forfaitaires pour Travaux Supplémentaires (IFTS).

Les IHTS ne peuvent être versées à un agent pendant les périodes d'astreinte (sauf si elles donnent lieu à une intervention non compensée par une indemnité spécifique) et pendant les périodes ouvrant droit au remboursement des frais de déplacement.

Les IHTS feront l'objet d'un ajustement automatique lorsque les montants ou taux ou les corps de référence seront revalorisés ou modifiés par un texte réglementaire.

Article 6 : *PRECISE* que les crédits correspondants sont prévus et inscrits aux budgets concernés chapitre 012 « charges de personnels et frais assimilés ».

Article 7 : *AUTORISE* le Président à signer tout acte nécessaire à la mise en œuvre de cette délibération.

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 27 mai 2021

Le Président,

Joël DUQUENOY

Monsieur le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille, qui peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 30/05/2021

Reçu en préfecture le 30/05/2021

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20210527-2021_24-DE

DÉLIBÉRATION

2021/24

TARIFICATION DE L'ACCOMPAGNEMENT PREVENTIF ET COLLECTIF DU PSYCHOLOGUE DU TRAVAIL DU CDG 62

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Jeudi 27 Mai 2021 à 9 heures 30, à la Maison du Parc de la Loisine à BEUVRY sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

- ♦ **Etaient présents** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER.
- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Patricia FONTAINE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.
- ♦ Etaient également excusé M. Thierry BRU, Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques de la Trésorerie de BRUAY-LA-BUISSIÈRE-HOUDAIN.

♦ ♦ ♦ ♦ ♦

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son chapitre 13 relatif à l'hygiène, la sécurité et la médecine préventive ;

Vu le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la Fonction Publique Territoriale ;

.../

/...

Vu l'ordonnance n° 2020-1447 du 25 novembre 2020 portant diverses mesures en matière de santé et de famille dans la Fonction Publique et notamment son chapitre 2 relatif aux instances médicales et à la médecine de prévention ;

Vu la délibération n° 2015/16 du Conseil d'Administration du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais en date du 27 février 2015 créant un service de médecine professionnelle et préventive ;

Vu la délibération n° 2021/16 du Conseil d'Administration du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais en date du 18 mars 2021 proposant une nouvelle offre de service « santé » et modifiant la convention d'adhésion au service de médecine préventive et professionnelle et le tarif de la prestation ;

Considérant que l'accompagnement individuel des agents par le(s) psychologue(s) du travail du Centre de Gestion est déclenché par le(s) médecin(s) du travail du Centre de Gestion qui est/sont qualifié(s) pour repérer une souffrance professionnelle nécessitant l'intervention du psychologue du travail ;

Considérant que l'accompagnement individuel des agents est réservé aux collectivités et établissements publics qui adhèrent à l'offre de service « santé » du CDG 62 et que son coût est inclus dans l'offre globale ;

Le champ d'action du psychologue du travail ne se limite pas à l'accompagnement individuel.

En effet, l'accompagnement préventif et l'accompagnement collectif font partie intégrante de ses missions.

Celles-ci nécessitent de l'expertise et du temps. Ces accompagnements, chronophages, ne peuvent être intégrés à l'offre globale.

Il convient donc de déterminer le coût de ces interventions.

Le Conseil d'Administration,
Après avoir entendu l'exposé de son Président,
A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *FIXE* le coût des prestations de la façon suivante :

➤ **L'accompagnement préventif**

▪ Actions de sensibilisation ou de formation

- 400€ la ½ journée pour les collectivités et établissements publics affiliés
- 500€ la ½ journée pour les collectivités et établissements publics non affiliés

▪ Accompagnement à la démarche d'évaluation et de prévention des risques psychosociaux (DU RPS) : pré-diagnostic / diagnostic approfondi / élaboration du plan de prévention / évaluation des résultats (service optionnel)

- 200€ la ½ journée pour les collectivités et établissements publics affiliés
- 300€ la ½ journée pour les collectivités et établissements publics non affiliés

Avant chaque intervention, la/le psychologue du travail précise à l'autorité territoriale le nombre de jours nécessaires au travail préparatoire, au traitement des données, à la rédaction et à la restitution.

.../

/...

➤ **L'accompagnement collectif**

▪ Le diagnostic ciblé

Avant chaque intervention, la/le psychologue du travail détermine avec l'autorité territoriale le nombre de jours nécessaires à l'élaboration du diagnostic.

Le travail de préparation, de traitement des données, de rédaction ainsi que le travail de restitution sont compris dans la prestation.

- 400€ la ½ journée et 700€ la journée pour les collectivités et établissements publics affiliés
- 500€ la ½ journée et 900€ la journée pour les collectivités et établissements publics non affiliés

▪ Le groupe de parole ou d'échange

Avant chaque intervention, la/le psychologue du travail détermine avec l'autorité territoriale le nombre de rencontres nécessaires pour que chacun s'exprime.

Le travail de préparation est compris dans la prestation.

- 250€ la ½ journée et 400€ la journée pour les collectivités et établissements publics affiliés
- 350€ la ½ journée et 600€ la journée pour les collectivités et établissements publics non affiliés

▪ La médiation d'équipe

Avant chaque intervention, la/le psychologue du travail détermine avec l'autorité territoriale le nombre d'entretiens nécessaires pour tenter de régler le conflit.

Le travail de préparation et le travail de restitution sont compris dans la prestation.

- 250€ la ½ journée et 400€ la journée pour les collectivités et établissements publics affiliés
- 350€ la ½ journée et 600€ la journée pour les collectivités et établissements publics non affiliés

- ♦ *AUTORISE* la/le psychologue du travail à réaliser des projets de convention d'accompagnement personnalisée à destination des collectivités et établissements qui le souhaitent.
- ♦ *AUTORISE* le Président du Centre de Gestion à signer lesdites conventions.

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 27 mai 2021

Le Président,

Joël DUQUENOY



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 30/05/2021

Reçu en préfecture le 30/05/2021

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20210527-2021_25-DE

DÉLIBÉRATION

2021/25

ASSURANCES STATUTAIRES – LOT 2

ACTUALISATION DES TAUX

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Jeudi 27 Mai 2021 à 9 heures 30, à la Maison du Parc de la Loïsne à BEUVRY sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

- ♦ **Etaient présents** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER.
- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Patricia FONTAINE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.
- ♦ Etait également excusé M. Thierry BRU, Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques de la Trésorerie de BRUAY-LA-BUISSIÈRE-HOUDAIN.

♦ ♦ ♦ ♦

Vu la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

Par délibération du 16 décembre dernier, le Conseil d'Administration avait validé la proposition d'augmentation tarifaire présentée par SOFAXIS – CNP au titre du lot 2 du contrat groupe d'assurances statutaires mis en place par notre établissement (collectivités et établissements de 11 à 30 agents CNRACL).

.../

/...

Une augmentation des taux de 10 % avait été négociée à cet effet au cours des nombreux échanges entre nos services, l'assureur et le courtier. L'ensemble des collectivités et établissements concernés avaient opté à l'époque pour une couverture au titre de la maladie ordinaire sur des franchises de 0 jours à 15 jours en cumulés ou en fermes. Les franchises des 30 jours n'ayant pas été souscrites à l'époque nous n'avions pas actualisé lesdits taux.

Cependant, et avec l'accord de l'assureur, trois collectivités ont opté pour une franchise à 30 jours en fermes ou en cumulés, modifiant ainsi la composition desdits contrats. Les contrats ont donc été établis pour ces collectivités sur des taux majorés qui ne sont donc plus les mêmes que ceux présents dans notre délibération de décembre.

Aussi convient-il de mettre à jour ces taux et de fixer le point de départ de ceux-ci comme les précédents au 1^{er} janvier 2021.

Le tableau ci-après reprend donc les taux applicables au 1^{er} janvier 2021 au lot 2 sur les franchises de 30 jours :

Franchises	Ancien taux	Taux au 1 ^{er} janvier 2021
Maladie ordinaire à 30 jours fermes	1.26 %	1.39 %
Maladie ordinaire à 30 jours cumulés	2.22 %	2.44 %

Le Conseil d'Administration,
Après avoir entendu l'exposé de son Président,
A l'unanimité des membres présents,

- *ACCEPTE* la proposition d'augmentation tarifaire pour le lot 2 sur les franchises de 30 jours du contrat groupe d'assurance statutaires, telle que détaillée ci-dessus.

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 27 mai 2021

Le Président,

Joël DUQUENOY



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 30/05/2021

Reçu en préfecture le 30/05/2021

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20210527-2021_26-DE

DÉLIBÉRATION

2021/26

DROITS SYNDICAUX - LOCAL SYNDICAL CFTD

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Jeudi 27 Mai 2021 à 9 heures 30, à la Maison du Parc de la Loisine à BEUVRY sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

- ♦ **Etaient présents** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER.
- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Patricia FONTAINE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER.
- ♦ Etais également excusé M. Thierry BRU, Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques de la Trésorerie de BRUAY-LA-BUISSIÈRE-HOUDAIN.



Vu la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

Vu le décret 85-397 du 03 avril 1985 modifié relatif à l'exercice du droit syndical dans la Fonction Publique ;

Vu le protocole d'accord sur les droits syndicaux mis en place par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais avec les organisations syndicales représentatives du personnel en date du 29 janvier 2019 ;

.../

/...

Le Président informe les membres du Conseil d'Administration que dans le cadre du protocole d'accord sur les droits syndicaux établi suite aux élections professionnelles de 2018, le Centre de Gestion accorde un crédit mensuel maximum de 700 euros à chaque organisation syndicale afin de disposer d'un local relatif à l'exercice de son activité. Il appartient dès lors à chaque organisation syndicale de prendre les dispositions nécessaires afin de se doter de locaux appropriés.

Le syndicat CFDT des communaux du Pas-de-Calais représenté par sa secrétaire générale départementale, Mme Fatiha PROUVOYEUR, a fait parvenir un contrat de bail établi par la SCI du Haut-Pays d'Artois, représenté par son gérant M. Patrick VASSEUR et ceci à effet du 1^{er} mai 2021.

Cette location est consentie moyennant le paiement d'un loyer mensuel hors taxes et hors charges de 700 euros.

Conformément au protocole d'accord susvisé, Le Centre de Gestion prendra à son compte le montant du loyer conformément aux dispositions dudit protocole.

Pour information, le syndicat concerné occupait des locaux sis 114 rue de Calais à SAINT-OMER, les locaux faisant l'objet de ce nouveau bail sont situés, 12 rue François Cousin à LUMBRES.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- *PREND ACTE* de la signature du contrat de bail à destination de local syndical pour le syndicat CFDT des communaux du Pas-de-Calais dans les conditions exposées ci-avant.

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 27 mai 2021

Le Président,

Joël DUQUENOY